7 octobre 2015 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la construction européenne, à Strasbourg le 7 octobre 2015.

Monsieur le Président, je voudrais remercier tous ceux qui sont intervenus dans ce débat qui, de ce point de vue, a été éclairant.

Pourquoi sommes-nous là, la Chancelière et moi-même ? Pourquoi nous deux ? Parce que nous serions les pays les plus peuplés d'Europe ? Ce n'est même pas vrai. Parce que nous serions les principales économies ? Sans doute.

Il y a eu deux guerres au cours du dernier siècle qui ont opposé l'Allemagne et la France. Et c'est l'Allemagne et la France, au lendemain de cette tragédie, qui ont voulu que l'Europe puisse se faire à partir de ce que le continent avait subi comme horreur. Et c'est la raison pour laquelle les responsables de nos deux pays, français et allemands, ont toujours voulu être à l'initiative de constructions européennes nouvelles. Cela a été le cas pour le Général de Gaulle et pour Konrad Adenauer. Et nous avons ensemble, la Chancelière et moi-même, rappelé ce qu'avait été le Traité de l'Elysée. Puis, ça a été François Mitterrand et Helmut Kohl, mais pas seulement eux d'ailleurs, qui ont fait franchir à l'Europe des étapes nouvelles. Alors c'est pour ça que nous sommes ici : en fidélité par rapport à l'histoire et aussi par rapport aux responsabilités qui doivent être les nôtres.

Vous avez voulu évoquer ce que pouvait être l'avenir de l'Europe, les uns et les autres. Cet avenir, il doit être celui du renforcement de l'Europe. Il y a plusieurs voies et elles ont été évoquées ici d'une façon ou d'une autre. Il y a la voie de l'entre-deux, ce que nous connaissons. D'en rester là, avec une Europe à 28 qui n'est pas facile à diriger, dont les délibérations ne sont pas faciles à organiser. Une Europe à 28, j'en ai l'expérience maintenant depuis 3 ans -moins d'ailleurs que la Chancelière Merkel.

Mais les décisions que nous prenons au Conseil européen sont des décisions à l'unanimité. Et quand bien même la France et l'Allemagne seraient d'accord, et faut-il encore y parvenir, il faut convaincre les 26 autres. Sur la Grèce, sur les réfugiés, c'est à 28 que nous avons décidé, et pas à deux. C'est à 28 que nous avons pris la responsabilité de l'asile, parce que nous sommes ici Européens, et que nous avons des valeurs et des principes, et que nul ne peut, d'ailleurs en vertu de conventions internationales qui vont bien au-delà de l'Europe, interdire à ceux qui sont en fuite, qui sont obligés de se protéger, d'être accueillis ici en Europe. Et ceux qui s'y refuseraient ne manqueraient pas simplement à l'honneur d'être Européen mais tout simplement à leur devoir devant la Communauté internationale. Nous agissons à 28.

Et il y a donc, face à cette Europe qui a du mal à décider, une deuxième voie possible. La voie du renforcement, c'est celle vers laquelle, Mme Merkel et moi-même voulons travailler avec vous, parce rien ne se fera sans le Parlement européen. La voie du renforcement de la politique étrangère et de sécurité commune, elle a été évoquée par plusieurs. Parce que s'il n'y a pas de politique européenne face à ce qui se passe en Ukraine, face à ce qui se passe en Syrie, au Moyen-Orient, face à ce qui se passe en Palestine, face aussi aux grands continents, mais quelles nations ? Même la France, dont je sais la grandeur, même la France ne pourra pas seule décider pour le reste du monde. Donc nous avons besoin de l'Europe et d'une Europe beaucoup plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui, à condition qu'elle prenne elle-aussi des responsabilités.

Et la première des responsabilités, quand on veut avoir une politique étrangère elle n'est pas facile et je sais qu'ici nous pouvons avoir des débats, c'est la politique de défense commune. Et si

facile et je sais qu'ici nous pouvons avoir des débats- c'est la politique de défense commune. Et si nous voulons être une puissance indépendante, nous devons avoir cette politique de défense commune. Pour l'instant, c'est souvent la France qui prend l'initiative, qui envoie ses armées, qui envoie en Afrique, pour éviter le pire, un certain nombre de nos soldats. Puis ensuite, l'Europe nous rejoint et tant mieux. Puisque s'il n'y avait pas l'Europe au Mali, s'il n'y avait pas l'Europe en Centrafrique, il y aurait encore aujourd'hui des massacres. Nous avons besoin de cette politique européenne de sécurité, et donc de défense.

Nous avons besoin d'une politique en matière de migration, en matière d'asile, qui puisse être commune. Et c'est ce que nous avons ici expliqué : un régime commun d'asile avec une liste de pays que nous considérons comme sûrs, la même politique pour la Turquie, la même politique pour aider les pays comme la Jordanie ou le Liban. Je veux les citer tous, ceux qui souffrent, parce qu'un pays comme le Liban accueille presque la moitié de sa population sous forme de réfugiés. Nous avons ici le devoir de porter cette politique d'asile, de raccompagner celles et ceux qui, venus ici pour des raisons économiques, n'ont pas le droit de rester sur notre continent. Et nous devons le faire avec dignité, avec fermeté, et ensemble. Car si nous ne le faisons pas ensemble, alors que signifie l'espace Schengen ? Mme Merkel a eu raison de parler de revenir sur l'accord de Dublin parce que nous ne pouvons pas demander aux pays qui sont à la frontière de l'Europe de payer pour tous les autres. Parce que ce serait injuste, parce que ce serait insupportable.

Si l'on ne veut pas de l'entre-deux, ce que nous vivons depuis peut-être trop d'années, si nous ne voulons pas du renforcement de l'Europe, alors il n'y a qu'une voie. Et elle a été entendue. J'ai entendu ce qu'a dit M. Farage. La seule voie possible pour celles et ceux qui ne sont pas convaincus de l'Europe, c'est de sortir de l'Europe, tout simplement ! Il n'y a pas d'autre voie ! Et celle-là est terrible mais elle est celle, finalement, de la logique de sortir de l'Europe, de sortir de l'euro, de sortir de Schengen. Même, si vous le pouvez, de sortir de la démocratie parce que parfois, en vous entendant, je me pose cette question ! Est-ce que, vraiment, vous voulez participer à un espace commun ? Ce que j'appelle ici ce n'est pas l'abandon de la souveraineté, c'est la souveraineté. Et la souveraineté n'a rien à voir avec le souverainisme. La souveraineté européenne c'est être capable de décider pour nous-mêmes et éviter que ce soit le retour aux nationalismes, aux populismes, aux extrémismes qui nous imposent aujourd'hui d'aller dans un chemin que nous n'avons pas voulu.